

Près de Rouen, le collectif des jeunes migrants fait valoir son droit à la scolarisation



Une quinzaine de jeunes migrants ont fait symboliquement classe ce mercredi 21 mai 2025 devant le lycée Marcel-Sembat de Sotteville-lès-Rouen Paris Normandie

Le collectif des jeunes mineurs et migrants isolés de Rouen installé depuis le 2 mai 2025 devant la préfecture s'est délocalisé ce mercredi 21 mai 2025 après-midi devant le lycée Marcel-Sembat de Sotteville-lès-Rouen. Le but : faire (aussi) valoir ses droits à l'éducation.

« Aujourd'hui on est devant le lycée, mais on considère qu'ils devraient être dedans ! Au lycée, au collège ou ailleurs, en formation. » Olaf Van Aken, de la CGT Educ'action 76, fait partie de la petite quinzaine d'enseignants réunis à Sotteville-lès-Rouen sous la pluie fine de ce mercredi 21 mai 2025. Outre son syndicat, des représentants FSU, Solidaires ou FO sont là, à la sortie du lycée Marcel-Sembat, aux côtés d'une quinzaine de jeunes venus majoritairement d'Afrique noire.

Depuis leur installation sous une grande tente dans les jardins de la préfecture, trois semaines ont passé, sans avancée significative sur leurs points de revendication majeurs, répétés ici par tous : un titre de séjour, un logement, et un accès au soin et à l'éducation. C'est cette dernière thématique qui est à l'ordre du jour. « À l'heure qu'il est, on devrait tous être à l'école et pas à la rue », rappelle Seydou, le porte-parole du collectif des jeunes mineurs et majeurs isolés de Rouen, dans une lettre ouverte à la rectrice académique.

On veut juste que les autorités respectent leurs propres lois

Claire-Marie Féret, représentante FSU

L'Éducation nationale, l'ASE, l'aide sociale à l'enfance du Département, et, dans une moindre mesure, la préfecture sont pointés du doigt sur ce dossier-ci également. « On veut juste que les autorités respectent leurs propres lois, tacle Claire-Marie Féret pour la FSU. Plusieurs jeunes sont reconnus mineurs par l'ASE, qui devrait donc les inscrire dans un établissement scolaire au titre de son tutorat. Seulement elle ne le fait pas. Le rectorat pourrait le faire mais s'y refuse également. Les deux se renvoient la balle. »

Et les principaux concernés, eux, patientent. Une audience au rectorat est dans les tuyaux, et un (nouvel) appel à la mobilisation citoyenne prévu ce samedi 24 mai 2025 à 15 h place Saint-Sever. En attendant, Seydou et ses camarades ont fait classe dehors, symboliquement, ce mercredi. Anglais, puis enseignement moral et civique.